

SI/29.6.72

Intégration européenne1. France

- a) Rappel de la position suisse concernant
- le respect du calendrier
  - le principe de la simultanéité de l'entrée en vigueur des traités

Crainte que les négociations ne puissent aboutir avant les vacances d'été.

La France partage sans réserve notre opinion selon laquelle il faut éviter à tout prix, panne dans les négociations; tient fermement à calendrier et simultanéité.

b) Problèmes en suspens:

- aa) Gel tarifaire horloger (début des réductions tarifaires dans 3 ans plutôt que dès entrées en vigueur des traités).

Position française d'autant plus incompréhensible que accords "Swiss trade" représentent concession majeure et substantielle de la part Suisse (ouverture de notre marché mondial de grande envergure à industrie horlogère française). Suisse attend en contrepartie que ses produits horlogers (qui ne sont pas des produits sensibles) bénéficient d'un régime non-discriminatoire.

Plaidoyer en faveur de la solidarité horlogère franco-suisse et européenne, compte tenu concurrence japonaise et américaine. Gel tarifaire aurait grande répercussion psychologique sur opinion suisse.

Gel tarifaire imposé à la Suisse n'améliorerait en aucune façon accès des produits horlogers communautaires sur marché anglais.

Position de la France: Régime général ne peut être appliqué à produits sensibles tels que produits horlogers. Nécessité d'un aménagement limitée dans le temps. Industrie française pas en mesure d'accéder au marché britannique, ~~curieux arrivé~~ <sup>mieux armé</sup>, dans les lères années.

Droits britanniques excessivement élevés; compte tenu du désarmement de 20%, les 2ème et 3ème années constitueraient une période difficile pour France qui n'entend pas être défavorisée par rapport à GB lorsqu'elle entrera dans la CEE.

L'accord "Swiss made" constitue un grand progrès. France disposée cependant à repenser le problème.

ab) Consultation préalable en cas d'application de la clause de sauvegarde

A défaut d'arbitrage (qui s'est heurté à opposition catégorique), Suisse préconise consultation préalable dans tous les cas (même accélérée, dans les 24 heures). Cas d'urgence surtout dans domaine agricole.

Dans le domaine industriel. Causes de déséquilibre décelable à l'avance. Importance capitale de la question, dans perspective campagne référendaire en Suisse.

Position de la France: analogie entre clause de sauvegarde (art. 226 traité Rome) et bombe atomique: armes de dissuasion. Consultation préalable ne figure dans aucun accord conclu par CEE; crainte de créer précédent avec effets en cascade. Suisse ~~ne~~ se prête d'ailleurs moins que quiconque à application d'une telle

clause, laquelle est, entre ses mains, une arme plus redoutable qu'entre celles de la CEE. Suisse doit faire confiance à la CEE.

ac) Achats publics:

Demande suisse d'inscrire dans accord disposition concernant achats des Etats et entités publiques. Suisse prête à rechercher formule tenant compte des objections (juridiques et institutionnelles) qui lui sont opposées; affaire des hauts fonctionnaires suisses et ceux de la CEE.

Position de la France: liberté d'accès aux achats publics n'existe pas entre pays membres CEE; ne peut être introduite avec pays non membres.

M. Schumann constate, que la négociation avec Suisse est la plus avancée et la plus satisfaisante.

2. Suède

Avenir de la collaboration entre Neutres après conclusion des accords et nécessité de consultations avec Stockholm. Possibilité de poursuivre collaboration au sein de la mini-AELE.

2 types de problèmes se poseront à l'avenir dans :

- a) domaine où intérêts des CE et des pays non membres tellement convergents que accords devront être prévus. Suisse prête à collaborer dans le plus grand nombre de domaines possibles;
- b) domaine où CE entendent s'intégrer politiquement. Finalités politiques vont prendre <sup>une</sup> de l'importance croissante: sagesse des Neutres sera de rester à l'écart.

Dans domaine monétaire, Banque nationale suisse prête à collaborer à efforts CE en vue édification nouvel ordre monétaire européen. Réserve en revanche quant à Fonds de réserve européen (préfiguration banque européenne). Egalement d'accord à coopérer au sein nouveau groupe des 20.

Position de la Suède: réagit favorablement à proposition suisse d'une collaboration entre Neutres. Mini-AELE offre déjà instruments permettant maintien et développement d'une telle coopération. Cette forme de collaboration d'autant plus souhaitable, que Suède signera accord plus limité que prévu au départ. Lorsque accords seront conclus, facteurs ~~Néolog~~<sup>idéologi-</sup>co-politiques joueront moindre rôle entre membres et non membres CE: possibilité de se concentrer sur questions pratiques (monétaires en particulier).

A la différence de la Suisse, Suède subit forte pression de la part industrie en faveur adhésion totale. Wickman imagine qu'à l'avenir, les motifs en faveur d'une non-adhésion, avancés aujourd'hui, ne correspondront pas nécessairement aux faits demain. Possible que d'ici à 10 ans, les prémisses d'une politique de neutralité soient entièrement modifiées - <sup>Cependant</sup> reste hypothèse de travail qui ne peut déterminer politique suédoise actuelle.

### 3. Finlande

Rappel de la position suisse (simultanéité, étroitesse de la marge de manoeuvre au stade actuel (avancé) de la négociation - risque de retard dans domaine agricole - problème de l'origine ↗

- procédure d'approbation interne -
- coopération entre Neutres après les accords)

Position de la Finlande: la Finlande ne connaît pas le référendum obligatoire, d'où possibilité de mettre sur pied dans délai très court législation nécessaire concernant accord avec CEE.

Espoir que CEE prendra en considération problèmes propres à Finlande (papier et acier). *Kekkonen*

Utilité des contacts entre délégations finlandaise et suisse, notamment dans domaine agricole.

URSS n'a pas réagi pour le moment au rapprochement entre Finlande et CEE; d'ailleurs Moscou a récemment pris position plus réaliste et moins critique à l'égard des CE.

Appréciation concernant référendum Danemark: sera accepté par peuple - et en Norvège: issue demeure incertaine. Derniers sondages sont ambigus mais campagne n'est pas encore véritablement ouverte.

La Finlande accueille avec intérêt la proposition suisse de poursuivre la coopération entre Neutres après la conclusion des accords. <sup>*Contacts*</sup> Certains ont été très profitables jusqu'à présent.